

# Une tentative de suicide aux impôts fait craindre un "syndrome France Télécom"

Pour les syndicats, la réduction des effectifs est à l'origine des souffrances

Le malaise était déjà palpable. Mais le fait survenu le mercredi 30 mars a fait réagir encore plus fortement les syndicats du Centre des impôts fonciers.

Ce jour-là, vers 10h, une fonctionnaire du cadastre est houspillée au téléphone par un contribuable. L'employée craque et tente de se taillader les veines avec un couteau devant ses collègues qui vont lui sauver la vie.

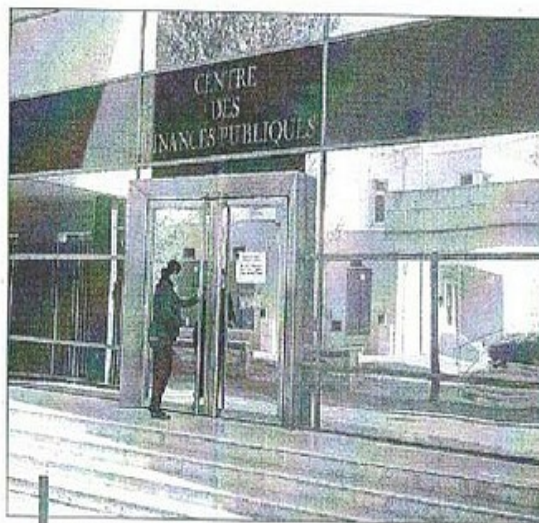
"Elle était à bout" témoigne Agnès Conte du syndicat SNUI Sud Trésor Solidaire. Pour son collègue de la CGT, Sébastien Mistral, ce geste désespéré est la conséquence des conditions de travail qui règnent dans cette administration. "Les insultes ont été la goutte qui a fait déborder le

vase dans le contexte actuel de réduction des effectifs. Aujourd'hui on n'a plus de marge. Entre 2007 et 2011, les effectifs ont été divisés par deux alors que la masse de travail a, elle, augmenté. Les collègues sont submergés."

Pour Patrice Santelli de la CGT finances publiques, "les contribuables ont des demandes légitimes que les fonctionnaires ne peuvent plus satisfaire, alors le ton monte".

**"Il ne nous a pas entendus, et le dialogue a été houleux."**

Ici, on parle de souffrance au travail, et chacun redoute le syndrome France Télécom. "La réponse de la direction c'est, si vous n'y arrivez pas c'est que vous êtes



Au centre des finances publiques de Tarascon, les fonctionnaires dénoncent un manque de moyens humains. / PHOTO L.L.P.

mal organisé. On en est arrivé à suivre des stages pour mieux gérer les appels téléphoniques."

Les syndicats dénoncent la souffrance au travail pour les sa-

lariés mais aussi des injustices pour les contribuables. Le service du foncier a pour vocation d'évaluer la valeur locative servant à l'établissement des im-

pôts locaux. Les agents se plaignent de plus avoir les moyens de suivre le dynamisme de communes comme Graveson ou St-Martin-de-Crau où les demandes de permis de construire explosent. "À terme, ce sont les finances des communes qui vont en partir," pointent encore les syndicats.

Hier matin, les fonctionnaires ont interpellé le directeur régional en charge des ressources humaines venu au centre de Tarascon accompagné d'une psychologue, pour qu'il fasse "remonter" le malaise au niveau de la direction générale à Paris. "Il ne nous a pas entendus, et le dialogue a été houleux" confiait hier après-midi Agnès Conte dont le syndicat a décidé d'interpeller directement le directeur général des finances.

Quant à la direction régionale contactée hier, elle n'a pas communiqué.

Jean-Luc PARPALEIX